

« Une sublime agitation » : l'histoire oubliée des « Amazones maubeugeoises » en 1911

Où il est question de vie chère, de ménagères révoltées, de métallos en grève, de syndicalistes révolutionnaires, de dépression et d'une forme de révolte féminine et populaire en 1911...

Le 15 août 1911 à Ferrière-la-Grande, près de Maubeuge, dans le Nord : des ménagères manifestent tranquillement pour les 250 grammes de beurre à 13 sous et le quarteron d'œufs (26 œufs) à 40 sous. Comme elles n'obtiennent pas satisfaction, le ton monte et elles se font plus violentes sur le marché du lendemain : elles « sabotent » des marchandises. Le surlendemain, elles sont 500 manifestantes dans la ville voisine d'Hautmont et le 19, elles organisent un « comité », avec une présidente, Lacroix, ceinte d'une écharpe rouge. Le comité fabrique des pancartes avec les prix demandés. Les métallos de la CGT les félicitent pour cette « sublime agitation » mais leur font savoir que « c'est au syndicat seul à conduire la campagne ».

Les ménagères en lutte sont populaires ; l'opinion publique est de leur côté et en quelques jours le mouvement contre la vie chère – sur lequel la CGT attirait en vain l'attention depuis un an au moins – fait tache d'huile dans le Nord, l'Est, Paris et dans plusieurs pays d'Europe.

Il est significatif que le mouvement commence dans le Nord où le mécontentement est particulièrement fort. Les salaires sont médiocres, les produits plus chers qu'ailleurs et de moindre qualité. La région de Maubeuge, densément peuplée, est devenue un bassin sidérurgique important. Elle est encore à moitié rurale et même si l'été 1911 est perturbé par la sécheresse, les producteurs locaux et les intermédiaires abusent, faisant flamber les prix.

Mais revenons à Maubeuge le dimanche 20 août 1911, il y a 1 200 personnes à la réunion avec les édiles locaux qui veulent calmer l'agitation et font des promesses. Le lendemain, les ménagères en lutte manifestent à Sous-le-Bois. La CGT des métaux distribue ce tract :

« Ouvriers, ménagères, jusqu'ici vous êtes restés isolés, désunis, à genoux devant les bourgeois, gros et petits. Avec de la musique, des illuminations, des drapeaux, des places, des promesses, on prétend faire votre bonheur. Qu'est-il arrivé ? Beurre, pain, loyer, lait ont doublé de prix. Les cultivateurs et les petits commerçants, au lieu de s'unir entre eux contre les gros exploitants, trouvent plus simple de dévaliser les ouvriers et de les gruger chaque jour. Ouvriers, ménagères, tous debout ; réclamons la justice et le bien-être ».

Le soir, la salle des fêtes se remplit avec 2 000 personnes : le syndicaliste Renard s'est entouré de deux manifestantes assesseuses. On y menace les commerçants qui ne veulent pas appliquer le tarif de boycott et de sabotage. Le député radical-socialiste se sentant menacé s'exfiltre de la réunion.

Chaque jour, les ménagères sont là ; elles vont de commune en commune, de marché en marché – Berlaimont, Sars-Poteries... -, sans heurts mis à part un épisode assez incroyable dans une commune voisine où elles déshabillent un curé qui avait organisé un syndicat agricole. À Avesnes, on voit arriver par le train celles que l'on appelle désormais les « Amazones Maubeugeoises ». Encadrées par les gendarmes, elles arborent une cocarde rouge à la poitrine et chantent « L'Internationale du beurre à quinze sous » :

*« Demain au marché des grandes villes
Toutes, femmes, nous nous réunirons
Pour protester avec furie
Sur le prix du beurre en cette saison,*

*Nous avons assez de souffrance
Sans augmenter le beurre et le lait
Car demain toutes les femmes de France,
Nous le ferons vendre au rabais.*

Refrain

*En avant, camarades
Les amis, tous debout ;
Sans peur, ni tapage
Nous voulons le beurre à 15 sous (bis) »*

C'est la bataille rangée avec les vendeuses et les fermiers herbagers, devant des gendarmes passifs. Le lendemain, 26 août, au marché de Maubeuge, les ménagères achètent à leur tarif les denrées. Et le maire les reçoit. Elles veulent :

Le pain à 0 fr. 20
Le beurre à 0 fr. 75 avec une augmentation de 0 fr. 05 seulement l'hiver
Les œufs à 2 francs l'été, et 2 fr. 75 l'hiver
La viande courante à 1 fr. 10
Les biftecks à 1 fr. 20
Le pot-au-feu à 0 fr. 60, 0 fr. 70 et 0 fr. 80
Le lait à 0 fr. 20
Les pommes de terre à 0 fr. 10 les 2 kilos

À 15 heures, la société d'agriculture et les cultivateurs des environs adoptent à la mairie la une résolution qui tient compte de la cherté des vivres et veut apaiser le climat social. Des prix sont fixés pour les denrées de première nécessité sur les marchés de la région et sont annoncés par voie d'affiche :

Beurre, première qualité 0 fr. 85 la demi-livre
Œufs frais 2 fr. 25 le quarteron
Lait 0 fr. 20 le litre

Les « amazones » sont enchantées. Elles ont su créer et maîtriser le mouvement, mobiliser l'opinion publique et les élus. Si, pour leurs détracteurs, leur attitude est loin d'être exemplaire, au moins est-elle justifiée par de légitimes « préoccupations domestiques ».

L'histoire ne s'arrête pas là. Le coût de la vie n'est pas sans lien avec les salaires et une dynamique de révolte collective s'est enclenchée. De son côté, la CGT se lance dans la grève. Les observateurs notent alors la formation de trois camps : les hommes, les femmes et les jaunes.

Le 28 août, jour de marché à Sous-le-Bois, il n'y a plus de beurre et d'œufs, mais dans les rues se sont postés 120 gendarmes, observant 500 hommes qui manifestent et échangent des invectives avec le groupe des femmes. Sur la place, une réunion s'organise et l'une des oratrices principales déclare : « Les hommes n'auront plus à se mêler de nos revendications ; nous nous administrerons bien à nous toutes seules ». Le groupe des hommes fait avancer ses orateurs mais les femmes tiennent bon. La présidente lance : « Que les hommes aillent à

l'atelier ; sans cela nous aurons du vilain ». Les ménagères semblent défendre une ligne pacifique et ont obtenu une entrevue avec les cultivateurs pour le 31.

Le 29, sur le marché de Ferrières-la-Grande, en présence de nombreuses manifestantes, la meneuse, Lacroix, est arrêtée, accusée d'avoir jeté du beurre au visage d'une marchande, une deuxième ménagère est arrêtée pour avoir tenté de s'interposer, une troisième pour avoir pris et jeté un panier à terre.

La mobilisation désormais porte aussi sur leur libération. Une réunion publique en soirée s'indigne de l'attitude de la police et de la gendarmerie et se réjouit de l'extension du mouvement. Des maires prennent désormais des arrêtés pour réglementer les marchés. La CGT (alors dans sa phase syndicaliste révolutionnaire, anarchiste) appose une affiche invitant les hommes à se révolter, à l'instar de « leurs » femmes.

« Ouvriers, jusqu'ici, quand vos maîtres, parlementaires, négociants et patrons, avaient parlé, vous vous incliniez comme des esclaves et des chiens. Par votre lâcheté, la misère s'est assise à vos foyers. Lasses de souffrir, honteuses de leur misère, vos femmes et vos filles se sont révoltées et dressées devant une bourgeoisie égoïste, peureuse, mais insolente encore derrière son rempart de gendarmes, de policiers et de mouchards ; la vue de votre détresse empêche la digestion des bourgeois. C'est pourquoi brutalement ils ont emprisonné trois de vos compagnes. Le mari qui voulait défendre sa femme a été roué de coups devant ses trois enfants. Camarades, trois femmes sont en prison pour vous : serez-vous assez lâches pour les abandonner ? Vos grands ancêtres de 1793 ont jeté bas les rois, moines et seigneurs ; vous, ouvriers, allez-vous laisser des parvenus toujours vivre de vos sueurs ? Non, n'est-ce pas ! Pour protester, arrêtez le travail jeudi et vendredi. Le camarade G. Yvetot, secrétaire de la CGT, protestera en votre nom. »

À la réunion du soir, le syndicaliste Renard prend la parole, appelle à l'action directe, dit qu'il faut libérer les prisonnières et plutôt foutre en prison les femmes des bourgeois, sans oublier de cogner les gendarmes. Les ménagères sont vite libérées et écotent de peines avec sursis : 4 mois de prison pour Mme Lacroix, 2 mois pour les deux autres.

Le lendemain, la foule manifeste dans les rues de Sous-le-Bois, de Louvroil et de Maubeuge. Le comité obtient lors d'une réunion avec le maire de Maubeuge le beurre à 75 centimes et l'œuf à 10 centimes. C'est un beau résultat et aux drapeaux rouges se mêlent des drapeaux tricolores.

Le « n° 2 » de la CGT, secrétaire de la Fédération des bourses du travail, Georges Yvetot arrive alors à Maubeuge et prend la parole devant une foule immense. La grève va commencer. Le 1^{er} septembre à l'aube, les syndicalistes rentrent dans les usines pour faire cesser le travail. Une quinzaine d'usines ferment. 3 000 à 4 000 manifestants hommes femmes et enfants parcourent Maubeuge et ses faubourgs avec le drapeau rouge, en chantant l'Internationale et la Carmagnole. Georges Yvetot, sur la place publique de Louvroil, ne parle pas seulement de vie chère. Anarchiste, antimilitariste, il en profite pour haranguer la foule sur la politique de la France au Maroc : « les bandits ont mis la main sur cette région ; si la guerre venait à être déclarée, le devoir serait pour les ouvriers de refuser les cartouches qu'ont leur distribuerait à la caserne ».

Les forces de l'ordre commencent à arriver sur place. Le 2 septembre, 4 000 manifestants vont de Sous-le-Bois à Maubeuge, toujours en chantant « L'Internationale » et « La Carmagnole ». Les gendarmes sont insultés et deux d'entre eux sont blessés par des jets de cailloux et de briques. C'est la charge, les émeutiers se réfugient dans les habitations et

continuent le caillassage depuis les étages. Un maire négocie le retrait des gendarmes. Réunie à Sous-le-Bois, la CGT décide de revenir à Maubeuge en soirée mais le pont-levis (qui n'avait pas été utilisé depuis 1815) est relevé. En colère, les manifestants détruisent dans les rues des réverbères et cassent des carreaux. Maubeuge se met en état de siège : établissements publics gardés, magasins fermés. Le syndicaliste Renard appelle le lendemain, dimanche, à continuer l'action et à aller prendre les vivres où il y en a.

C'est alors que le gouvernement intervient, envoie de nouvelles troupes et un arrêté est pris contre les attroupements. Renard s'enfuit, échappant ainsi à l'arrestation. 9 000 hommes sont postés autour de Maubeuge, toutes les voies de communication gardées, les patrouilles sont partout. Le 5 septembre, le travail reprend dans tout l'Avesnois.

« Il ne restait plus que la liquidation. Le Parquet, dont le Procureur général était venu fortifier l'initiative, entraînait résolument en action : perquisitions, arrestations, poursuites, vont se succéder, en attendant les nombreuses expulsions d'étrangers compromis. Si l'autorité avait été jusque là d'une mollesse qu'on ne saurait trop blâmer, il est juste de reconnaître que la justice n'a pas faibli dans son œuvre répressive » conclut Emile Wattelet, avoué au tribunal civil d'Avesnes et membre de la société d'économie politique et de la société de statistique, qui publie en 1912 un ouvrage bien renseigné à la Librairie Sirey sur *Les troubles du Nord de la France au point de vue historique et économique*. On ne peut le soupçonner de sympathie pour les ménagères « épileptiques », « frustrées », « naïves », « tapageuses », certes « parfois sincères », mais son récit assez précis aura servi de base temporaire à cet article que j'enrichirai avec d'autres sources dans de futures recherches.

Mes conclusions du jour sont les suivantes. Dans ce récit de Wattelet, qui vient en défense de l'ordre social menacé, les femmes sont présentées comme des éléments modérés, allant à la négociation, tandis que les hommes attisés par la CGT visent des objectifs révolutionnaires (l'auteur ne s'étend pas sur les jaunes). Malgré ce parti pris idéologique très classique qui consiste à suspendre le préjugé sexiste pour attaquer sur le front de classe, les faits relatés sont têtus et la dépolitisation du mouvement des ménagères ne peut être menée jusqu'à son terme. On peut valoriser en effet leur sens de l'initiative et de l'auto-organisation, la solidarité dont elles font preuve, leur capacité à résister au contrôle masculin, leur appropriation très précoce des codes révolutionnaires, leur inventivité qui va jusqu'à la réécriture des paroles de « L'Internationale », leur large répertoire d'action qui va jusqu'à la dénudation d'un curé – Mon Dieu, faites que ce soit vrai !¹ -, leur participation aux manifestations jusqu'à la fin (la foule est mixte, des enfants sont présents, comme à Fourmies, tout près de Maubeuge, le 1^{er} mai 1891).

Ménagères : ce mot désuet prête à confusion aujourd'hui car il est associé à l'appropriation ouvrière du modèle familial bourgeois, au confinement dans la sphère privée, à un certain conservatisme des femmes « qui ne travaillent pas ». « Ménagères ou courtisanes », disait Proudhon, convaincu que le rôle des femmes était d'être épouses, mères et de s'occuper des tâches domestiques. Pourtant, « ménagères » n'est pas une identité bourgeoise ; c'est une identité revue et corrigée par les femmes dans la classe ouvrière, qui renvoie à d'essentielles fonctions économiques, sociales, à la fois dans le groupe familial et la vie locale ; on le voit

¹ Je confesse un petit doute sur ce point du récit puisqu'il peut s'agir d'un mensonge censé disqualifier les émeutières ou bien d'une rumeur amusante pour la classe ouvrière déchristianisée. Le doute vient aussi du fait que la commune voisine de Maubeuge où l'événement se serait produit n'est pas nommée ; que le curé n'est pas non plus identifié. De plus amples recherches sont nécessaires. Mais même si ce n'est qu'une légende « urbaine », c'est une trouvaille très intéressante.

dans cet exemple de 1911, cette fonction est aussi politique pour les non-citoyennes que sont les femmes. Les femmes gèrent le budget familial ; elles doivent veiller aux dépenses ; être des consommatrices avisées, vigilantes, actives... Être ménagère est aussi une question d'âge. Avant de le devenir par le mariage et la maternité, les femmes des classes populaires travaillent presque toutes à l'extérieur du foyer. Quand les enfants sont élevés, beaucoup reprennent une activité salariée. Un tiers de la population active est à cette époque féminine. Mais le Bassin de la Sambre offre peu d'emplois féminins, d'où peut-être ce poids des ménagères en tant que groupe. On peut toutefois être ouvrière et ménagère. La conciliation des deux fonctions a fait couler beaucoup d'encre syndicale. Les syndicats, il est vrai, voyaient d'un mauvais œil le travail industriel féminin, perçu comme une concurrence déloyale et comme un problème pour les hommes qui préféreraient avoir les moyens de garder leur épouse à la maison.

La CGT de son côté instrumentalise la révolte des ménagères. Serait-ce le point de départ d'une grève qu'elle rêve générale ? Chaque occasion doit être saisie. Elle l'est plus ou moins adroitement. Elle l'est sans grande considération pour les femmes. Pour *La Bataille syndicaliste* du 20 août 1911, c'est un « mouvement curieux qu'il faut transformer en mouvement viril ; le syndicalisme doit pousser le peuple à la possibilité d'une mâle révolte ». Georges Yvetot concède, dans *La Voix du peuple*, du 3 septembre 1911 : « Bravo les femmes ». Y a-t-il une incompatibilité totale entre ménagères et syndicalistes ? Non car dans certaines localités, des ligues de ménagères vont devenir des syndicats de ménagères intégrés à la bourse du travail ; des cartes d'adhésion permettront d'acheter à tarif réduit ; la CGT vendra elle-même des marchandises à bas prix.

Les historiens seront-ils moins sexistes que l'avoué d'Avesnes ? Comme souvent avec l'histoire des femmes, le silence s'abat pour longtemps sur cet épisode extraordinaire des émeutes de la vie chère. Dans *Le Mouvement social* en 1970, Jean-Marie Flonneau le prend en considération, mais minimise la portée de la révolte des ménagères : « La CGT se réjouit que les femmes interviennent enfin dans la lutte ouvrière. Elle croit qu'est toute nouvelle la part prépondérante prise par les femmes dans la lutte contre la vie chère, ne s'aperçoit pas que le rôle des femmes se borne à leur action traditionnelle dans les troubles de l'Ancien Régime et du XIX^e siècle »². Pour une autre lecture, plus féministe, des mouvements (ultérieurs) de ménagères, on peut lire avec profit John Barzman³ et Dominique Loiseau⁴.

On pourra aussi s'intéresser aux rebonds de ces « troubles frumentaires » dont le caractère féminin et politique sont généralement occultés. À propos du Nord occupé pendant la Deuxième guerre mondiale, l'historien Jean-François Condette pose au moins la question : « Les manifestations de ménagères dans le département du Nord de 1940 à 1944. Révolte frumentaire ou résistance ? »⁵

Pour une contextualisation de ce mouvement, je renvoie à l'ouvrage de Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris,

² Jean-Marie Flonneau « Crise de la vie chère et mouvement syndical 1910-1914. Changement de conjoncture économique entre 1910 et 1914 : révolte des ménagères », *Le Mouvement social*, n° 72, juillet-septembre 1970, p. 62.

³ *Dockers, métallos et ménagères : les mouvements sociaux au Havre de 1912 à 1923*, Rouen, Publications des universités de Rouen et du Havre, 1997. Et l'article plus spécifique « Sociabilité et politique : l'action collective sur les marchés du Havre au début du 20^e siècle », in Alain Leménorel dir., *Sociabilité et culture ouvrières*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen / Les Cahiers du GRHIS, 1997, p. 57-65.

⁴ *Femmes et militantismes*, préfaces de Michelle Perrot et de Michel Verret, Paris, L'Harmattan, 1996.

⁵ In Robert Vandebussche dir., *Femmes et résistance en Belgique et en zone interdite*, Lille, Publications de l'Institut de recherche historique du Septentrion, 2007, p. 125-164.

Zones, 2016 et sur les tensions entre femmes, féminisme et syndicalisme avant 1914, les ouvrages classiques de Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard (*Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Anthropos, 1978 ; *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Paris, éditions ouvrières, 1981) et François Chaignaud : *L’Affaire Berger-Levrault : le féminisme à l’épreuve (1897-1905)*, Presses universitaires de Rennes, Archives du féminisme, 2009.

Ce travail sur les ménagères de Maubeuge et des environs est en construction. Merci de ne considérer ce texte dédié au 1^{er} mai 2020 que comme un *work in progress*...

Christine Bard